

Communiqué de presse / 6^e FORUM MONDIAL DE L'EAU



12 > 17 mars 2012
MARSEILLE - FRANCE



16 mars 2012

Forum mondial de l'eau : les élus locaux français saluent la déclaration ministérielle des Etats

En participant au Forum mondial de l'eau, les élus locaux français sont venus partager leurs pratiques en matière de gouvernance expérimentées depuis plus de 100 ans ; échanger leurs « solutions » ; développer les actions de coopération décentralisée ; œuvrer pour que le rôle des collectivités locales pour la gouvernance de l'eau soit reconnu et accompagné de moyens (juridiques, financiers, ...) suffisants et adaptés pour agir.

Les présidents et représentants* d'associations nationales d'élus locaux françaises étaient réunis au Forum mondial de l'eau à Marseille, le mercredi 14 mars 2012, pour exprimer d'une seule voix leur mobilisation et leur engagement pour l'accès universel à l'eau et à l'assainissement. Ils s'inscrivent ainsi dans la continuité de la résolution des Nations Unies, votée en juillet 2010, qui reconnaît le droit à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit de l'Homme.

En tant que premier échelon de la démocratie, les élus locaux affirment être au plus près des citoyens pour fournir des services publics d'eau et d'assainissement qui répondent à leurs attentes. A ce titre, ils saluent la Déclaration ministérielle des Etats, adoptée le 13 mars, qui stipule que « *Etant donné le rôle particulier des autorités locales et régionales, en application du principe de subsidiarité, nous reconnaissons le besoin de renforcer tant que de besoin leur capacité pour assumer leurs responsabilités* ».

Les élus ont affirmé que le message des autorités locales et régionales qui devrait être adopté le 15 mars, soulignerait cette avancée historique dont ils se félicitent.

Au-delà de leur compétence, de nombreuses collectivités locales françaises s'engagent dans des actions de solidarité internationale. Pour ce faire, elles mettent notamment en œuvre le dispositif législatif Oudin/Santini qui leur donne le droit d'affecter jusqu'à un 1% de leur budget « eau et assainissement » à des actions de coopération décentralisée.

A Marseille, elles sont venues promouvoir ce type de mécanisme de financement innovant et présenter son intérêt.

Au précédent Forum mondial de l'eau d'Istanbul en 2009, malgré l'absence de la reconnaissance du rôle essentiel des collectivités, les autorités locales et régionales se sont dotées d'un outil, le Pacte d'Istanbul pour l'eau. En le signant, l'autorité publique s'engage à améliorer ses services d'eau et d'assainissement, sur la base de critères qu'elle définit. A ce jour, on compte plus de 1000 signataires dans le monde qui se retrouvent dans un objectif commun : celui de la gestion durable de l'eau et de l'assainissement.

Les élus locaux souhaitent enfin que l'eau soit reconnue comme une priorité mondiale du développement durable et que les avancées de la déclaration ministérielle des Etats, en faveur des autorités locales et régionales, trouvent une traduction concrète lors de la Conférence des Nations Unies sur le Développement durable de Rio.

***Louis LE PENSEC**, président de l'AFCCRE, ancien ministre

***Michel DELEBARRE**, président de CUF, sénateur-maire de Dunkerque, ancien ministre

***Michel DESTOT**, président de l'AMGVF, député-maire de Grenoble

***Jacques PELISSARD**, président de l'AMF, député-maire de Lons-le-Saunier

***Pierre COHEN**, représentant l'ACUF, député-maire de Toulouse, président de la CU du Grand Toulouse

***Henri BEGORRE**, représentant de l'AMF, 1^{er} vice-président de la CU du Grand Nancy

Contacts presse :

AMGVF

Sébastien Fournier
01 44 39 34 65

CUF

Fabiana Bras Baia
Tél 01 53 41 81 86

AFCCRE

Mickaël Ledeuil
Tél 02 38 77 86 13

AMF

Marie-Hélène Galin
01 44 18 13 59

ACUF

Olivier Landel
01 42 22 19 19